



**ACCORD-CADRE RELATIF AUX TRAVAUX D'ENTRETIEN DE LA SIGNALISATION ROUTIERE
HORIZONTALE ET VERTICALE TEMPORAIRE ET PERMANENTE DE L'ITINERAIRE ITER ET DES
ITINERAIRES DE SUBSTITUTION**

Accord-cadre n° XXXX

ENTRE :

Le **COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE ET AUX ENERGIES ALTERNATIVES**, établissement public de recherche à caractère scientifique, technique et industriel, dont le siège social est situé bâtiment le Ponant D-25 Rue Leblanc à Paris 15^{ème} - immatriculé au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro R.C.S PARIS B 775 685 019, représenté par M **XXXX** agissant en qualité de XXX du CEA de Cadarache,

ci-après dénommé « **le CEA** »

d'une part,

ET :

La société **XXX** immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de XXX sous le numéro xxx ayant son siège social au XXX, représentée par **XXX** agissant en qualité de XXX

ci-après dénommée « **le Titulaire** »

d'autre part,

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET	3
ARTICLE 2 - DOCUMENTS APPLICABLES	3
ARTICLE 3 – ETENDUE DES PRESTATIONS	3
ARTICLE 4 - CONDITIONS D’EXECUTION	5
ARTICLE 5 - CONDITIONS FINANCIERES	7
ARTICLE 6 - CONDITIONS DE FACTURATION ET DE PAIEMENT	8
ARTICLE 7 – REVISION DES PRIX.....	9
ARTICLE 8 – DUREE – DELAI D’EXECUTION.....	9
ARTICLE 9 - PENALITES	10
ARTICLE 10 – RECEPTION	11
ARTICLE 11 – GARANTIE.....	11
ARTICLE 12 - OBLIGATION GENERALE DE CONSEIL ET D'INFORMATION	12
ARTICLE 13 - QUALITE / SECURITE / SURETE / ENVIRONNEMENT	12
ARTICLE 14 - CONFLIT D'INTERET.....	12
ARTICLE 15 - CONFIDENTIALITE	12
ARTICLE 16 - SOUS TRAITANCE.....	13
ARTICLE 17 – GESTION DES DECHETS	13
ARTICLE 18 – PROTECTION DES INFORMATIONS SENSIBLES NON CLASSIFIEES	13
ARTICLE 19 - JURIDICTION COMPETENTE	15
ANNEXE 1 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE QUANT A SON PERSONNEL.....	16
ANNEXE 2 –BORDERAU DES PRIX UNITAIRES.....	19

Affaire suivie techniquement par :
Unité : EP/AIF
Nom : Madame Karine CLERC
Tél : 04.42.25.71.37 / 06.65.42.61.70
Email : Karine.CLERC@cea.fr

Affaire suivie commercialement par :
Unité : DG/CEACAD/DSTG/SMA/BPRT
Nom : Monsieur Romain COURSET
Tél : 04.42.25.20.25
E-mail : romain.courset2@cea.fr

ARTICLE 1 - OBJET

Le présent accord-cadre à bons de commande a pour objet de définir les conditions de réalisation des travaux d'entretien de la signalisation routière horizontale et verticale temporaire et permanente de l'itinéraire ITER et des itinéraires de substitution.

Ces prestations seront réalisées sur Ordre de Service (OS) pour le compte de l'Agence Iter France (AIF) du CEA de Cadarache.

ARTICLE 2 - DOCUMENTS APPLICABLES

Dans la mesure où leurs dispositions ne sont pas contraires à celles du présent accord-cadre et ses annexes, lesquelles prévalent, les documents ci-après sont applicables par ordre de priorité décroissante :

- Les prescriptions de Sécurité - Sûreté nucléaire - Radioprotection du Marché et leurs annexes (référentiels correspondants),
- Le dossier de consultation référencé B25-04195-RCT et ses annexes,
- Les prescriptions techniques et leurs annexes :
 - o Le Cahier des Clauses techniques Particulières et ses annexes référencé B25-04195-RCT CCTP du 11/07/2025.
 - o Le Bordereau des prix unitaires,
- Les règles applicables aux Entreprises Extérieures (Titulaires ou sous-traitants de Marchés) en matière de discipline, de santé et de sécurité au travail sur le Centre du CEA Cadarache, dont le règlement intérieur du CEA Cadarache dans sa version en vigueur,
- Les Conditions Générales d'Achat (CGA), applicables aux Marchés du CEA (édition de janvier 2022),
- les documents normatifs (normes, documents techniques unifiés, etc...).
- à titre supplétif, l'offre du Titulaire du **XXX**.

Le Titulaire reconnaît expressément avoir pris connaissance et accepté les documents ci-dessus.

Les Conditions Générales de Vente du Titulaire, hormis celles issues de dispositions légales impératives, sont inopposables quelle qu'en soit la forme.

ARTICLE 3 – ETENDUE DES PRESTATIONS

La prestation, objet du présent accord-cadre à bons de commandes, est décrite dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières cité à l'article 2 supra. Elle devra être réalisée conformément aux prescriptions, normes, lois et règlements en vigueur.

Les prestations confiées au Titulaire concernant notamment :

- L'entretien et renouvellement de la signalisation verticale sur le réseau routier de 4 Départements (Bouches du Rhône, Vaucluse, Alpes de Hautes Provence et Var), installée en 2013 dans le cadre de la mise en place des Itinéraires de substitution ;
- L'entretien et renouvellement de la signalisation verticale et horizontale existante sur l'itinéraire ITER (Bouches du Rhône).
- La mise en place de signalisation temporaire lors du passage de certains convois pour empêcher le stationnement au niveau de délaissés de route.

Dispositions contractuelles du Marché	DG/CEACAD/DSTG/SMA/BPRT EMETTEUR	B25-04195-RCT AFFAIRE	4000XXXX Numéro de Marché	3/19
--	-------------------------------------	--------------------------	------------------------------	------

Les prestations objet du présent accord-cadre sont les suivantes :

- La réalisation des études de dimensionnement des mâts et des massifs ;
- La fourniture, la pose et la dépose de signalisation routière verticale :
 - o **signalisation de police** (signaux permanents de type A, AB, B, C, CE, G, J et panonceaux M, supports et liaisons);
 - o **signalisation de direction** (signaux permanents de type D, E et H, ainsi que les symboles et idéogrammes, les structures, les supports et les liaisons, la fourniture de signalisation de type SD1 et SD2
 - o **signalisation temporaire de chantier** (signaux de type AK, B, C, K, KC, KD, KM, KR, les accessoires pour panneaux, socles, supports ...).
 - o **signalisation de jalonnement des itinéraires** (SU1)
 - o **balises** plastiques de type J,
- La réalisation de marquage routier :
 - o le nettoyage du support,
 - o le prémarquage,
 - o l'application du produit.

Le ou les lieux d'exécution des prestations sont les suivants : réseau routier départemental du 04, 13, 84 et 83 ainsi que l'ensemble de l'itinéraire ITER.

Les prestations comprennent notamment :

- la réalisation des DT/DICT conjointes,
- la fourniture des panneaux et dispositifs pour signalisation permanente de type A, AB, B, C, CE, D, E, EB, ID, H, G, SE, SI, SC, SU, R, J, SD et M; certains lorsqu'ils existent pourront être de type auto-relevable ;
- la fourniture des panneaux et dispositifs pour signalisation temporaire de type AK, K, KC, KM, KS, KR et KD, film auto-adhésif et aérosols d'occultation ;
- la sérigraphie sur panneaux des mentions et symboles ;
- la fourniture des supports (de section circulaire, carrée ou rectangulaire fermés avec leur bouchon supérieur), des dispositifs de fixation et divers matériels (supports, platine d'ancrage, embase, rainure, boulonnerie, collier, bouchon pour support, pied universel fixe ou repliable, pied lyonnais, etc...), ainsi que la fourniture des mâts avec leur embase et leur capuchon ;
- l'emballage, le transport et le déchargement des fournitures sur les lieux d'implantation ou au dépôt du Titulaire en vue d'être posées ou toute autre indication spécifiée sur l'Ordre de Service ;
- le remplacement des matériels détériorés en cours de livraison ou de pose ou ne répondant pas aux stipulations du présent CCTP ou de l'Ordre de Service ;
- les études de dimensionnement pour la pose de chaque panneau sur mât existant ;
- le piquetage, les démarches administratives préalables et les enquêtes de réseaux ;
- l'exécution des fouilles ;
- la mise en place des tiges de scellement ou des réservations pour rendre la signalisation amovible ;
- la confection des massifs d'ancrage des supports ;
- l'amenée à pied d'œuvre et la pose des supports et ensembles ;
- l'évacuation des déblais et déchets ;
- la dépose éventuelle des ensembles existants, leur mise en dépôt (lieux désignés par la maîtrise d'ouvrage) ou à la décharge ;
- la remise en état des sols à l'identique de ceux existants ;
- Un plan de récolement des panneaux à la demande du maître d'ouvrage.
- l'adaptation des fournitures aux matériels et équipements existants ;
- la mise en place d'une signalisation temporaire adaptée pour les interventions se faisant sous circulation ;
- la fourniture de la documentation nécessaires à une bonne utilisation et à un fonctionnement correct des fournitures livrées et à leur maintenance éventuelle ;
les interventions pour travaux d'urgences et de nuit.

Dispositions contractuelles du Marché	DG/CEACAD/DSTG/SMA/BPRT	B25-04195-RCT	4000XXXX	4/19
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de Marché	

Et, d'une manière plus générale,

- les approvisionnements,
- la fourniture de tous les équipements nécessaires à la réalisation des travaux spécifiés dans le cahier des clauses techniques particulières,
- les certificats de conformité associés,
- l'ensemble des livrables documentaires dus au titre du marché, dont le DOE,
- la protection des ouvrages existants et la sécurisation du chantier,
- la participation aux réunions avec le CEA décrites dans le cahier des clauses techniques particulières et le présent marché au paragraphe 4.5,
- le maintien en propreté des lieux où s'effectuent les travaux.

ARTICLE 4 - CONDITIONS D'EXECUTION

4.1 Conditions générales d'exécution

Du seul fait de l'apposition de sa signature sur le présent accord-cadre, le Titulaire reconnaît avoir reçu du CEA, toutes les indications nécessaires pour réaliser dans les règles de l'art, les prestations qui lui sont demandées et avoir une parfaite connaissance des exigences imposées pour leur réalisation.

Le Titulaire est réputé s'être assuré de l'exactitude des informations qui lui sont remises par le CEA, ainsi que de la possibilité de les suivre strictement. Par conséquent, le Titulaire ne pourra en aucun cas, prétendre à un supplément de prix par suite, soit d'insuffisance de description, soit d'organisation due aux particularités du chantier.

Le Titulaire est responsable de la bonne exécution technique et matérielle des prestations qui lui sont confiées dans le cadre du présent accord-cadre, étant précisé que toutes prestations défectueuses seront reprises par lui dans les plus brefs délais et exclusivement à ses frais. Il répond en particulier de l'exactitude des documents remis au CEA.

Chacune des demandes de travaux fera l'objet d'un Ordre de Service (OS), selon les besoins exprimés par le CEA.

Un ordre de service (OS) est établi, mentionnant les éléments suivants :

- le numéro du présent accord,
- les quantités estimatives,
- la nature, le lieu et le détail des travaux à réaliser,
- le prix des travaux établi sur la base du BPU, en annexe au présent marché,
- le délai d'exécution,
- signé par le représentant dûment habilité du CEA.

Cet ordre de service vaudra commande et portera en référence :

- le numéro du présent accord-cadre,
- son propre numéro (numéros chronologiques à partir de 001).

Le Titulaire ne pourra procéder à l'exécution des travaux qu'après avoir reçu l'ordre de service signé par un représentant dûment habilité du CEA, valant acceptation de sa proposition.

En fin de prestation, le Titulaire établira le décompte définitif des quantitatifs mis en œuvre.

Les travaux sont classés en 2 catégories :

1. Les interventions planifiées concernant les travaux courants :

Les ordres de services seront établis par le CEA au fur et à mesure de ses besoins. Chaque ordre de service précisera les quantités estimatives commandées par ligne du BPU, le délai d'exécution et le lieu des travaux.

Il appartiendra au Titulaire de justifier les quantités réellement mises en œuvre.

Le CEA procédera à des vérifications des quantitatifs afin de s'assurer de leur conformité.

Dispositions contractuelles du Marché	DG/CEACAD/DSTG/SMA/BPRT	B25-04195-RCT	4000XXXX	5/19
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de Marché	

2. Les intervention urgentes à démarrer sous 24h00.

Les ordres de services seront établis par le CEA face à un besoin urgent. Chaque ordre de service précisera les quantités estimatives commandées par ligne du BPU, le délai d'exécution et le lieu des travaux.

**Le CEA pourra, le cas échéant, émettre un ordre de service mentionnant la nature des prestations sans indication de quantité, afin de permettre le démarrage des prestations.
Les quantités définitives seront précisées ultérieurement par un OS complémentaire.**

Il appartiendra au Titulaire de justifier les quantités réellement mises en œuvre.

Le CEA procédera à des vérifications des quantitatifs afin de s'assurer de leur conformité.

4.2 Obligation de résultat

Les prestations objet du présent accord-cadre, dont le Titulaire assure la direction et assume l'entière responsabilité, relèvent d'une obligation de résultat à l'égard du CEA.

Si le résultat prévu n'était pas atteint, le CEA pourra prononcer, à tout moment, la résiliation du présent accord-cadre, sans formalités juridiques ou judiciaires préalables et sans préjudice de dommages-intérêts éventuels.

Le Titulaire du présent accord-cadre, en tant que spécialiste des prestations qui lui sont confiées, s'engage à les effectuer dans le respect des besoins et fonctionnalités et des contraintes et exigences exprimés par le CEA dans les documents contractuels dans la réalisation et jusqu'à l'achèvement complet des ouvrages.

4.3 Lieu d'exécution

Le ou les lieux d'exécution des prestations sont les suivants : réseau routier départemental du 04, 13, 84 et 83 ainsi que l'ensemble de l'itinéraire ITER.

Les lieux d'exécution étant d'accès libre, le Titulaire reconnaît avoir vu et visité les lieux et en conséquence en avoir une bonne connaissance.

Le Titulaire reconnaît avoir pris connaissance des lieux et de toutes les conditions pouvant influencer l'exécution, les délais ainsi que sur la qualité et le prix des ouvrages à réaliser. Le Titulaire ne pourra arguer d'ignorances quelconques lui permettant de prétendre à des suppléments de prix ou à des prolongations de délais.

4.4 Conformité aux normes

Les travaux seront exécutés conformément aux règles de l'art, et aux prescriptions des codes, lois, règlements, instructions, normes, ainsi que des documents techniques unifiés en vigueur et des documents et définition de référence mentionnés dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières. Ils devront être en tous points conformes aux dispositions réglementaires prises en application du Code du Travail.

4.5 Réunions de suivi de l'exécution des prestations

4.5.1 Réunion d'enclenchement

Une réunion d'enclenchement T0 de l'accord-cadre sera programmée par le CEA après réception de la commande par le Titulaire, afin de présenter :

- les interlocuteurs des parties,
- l'organisation du Titulaire et les coordonnées des personnes en charge du projet,
- la logique de déroulement de la prestation et les interfaces avec le CEA ou d'autres entités,
- les exigences du CEA (exigences techniques, exigences de délais et de mise à jour de planning),
- le Plan d'Assurance Qualité (PAQ) et l'organisation qualité du Titulaire,
- les modalités de surveillance de la prestation (réunions périodiques ...) par le CEA,
- les objectifs Qualité Sécurité et Environnement (QSE),
- l'organisation opérationnelle pour le suivi de l'accord-cadre

Dispositions contractuelles du Marché	DG/CEACAD/DSTG/SMA/BPRT	B25-04195-RCT	4000XXXX	6/19
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de Marché	

Cette réunion fera l'objet d'un compte-rendu de réunion d'enclenchement rédigé par le Titulaire dans un délai de 5 jours ouvrés.

4.5.2 Réunions de suivi annuelles

Des réunions annuelles de suivi du présent accord-cadre seront programmées en présence de la Direction du Titulaire, afin d'évoquer les points suivants :

- la mise à jour des documents d'étude et d'organisation du Titulaire,
- l'état de suivi du contrat,
- les éventuelles non conformités,
- la démarche de progrès,
- les éventuelles pénalités,

Ces réunions feront l'objet d'un compte-rendu de réunion rédigé par le Titulaire dans un délai de 5 jours ouvrés.

4.5.3 Réunions exceptionnelles

Il est de convention expresse entre les Parties que des réunions exceptionnelles pourront avoir lieu à la demande de l'une ou l'autre des Parties, et notamment en cas de difficultés d'exécution.

Elles sont organisées autant que de besoin à l'initiative du CEA ou du Titulaire, suivant un ordre du jour défini.

4.6 Correspondants techniques

Dans le cadre de l'exécution du présent Marché, les parties désignent comme responsables techniques les personnes suivantes :

Pour le CEA :

Unité : EP/AIF/AIF

Nom : Madame Karine CLERC

Email : Karine.CLERC@cea.fr

Tél : 04.42.25.71.37 / 06.65.42.61.70

Pour le Titulaire :

Nom : XXX

Email

Tél :

En cas d'indisponibilité de l'un des correspondants, la Partie concernée informera l'autre de la désignation d'un nouvel interlocuteur.

Au cas où l'interlocuteur technique du Titulaire serait remplacé, ce dernier s'engage à avertir le CEA au moins quinze jours à l'avance. Une période de recouvrement d'une durée minimum de quinze jours sera effectuée, à la charge financière du Titulaire, afin de procéder aux transferts d'informations.

Le Titulaire s'engage à procéder au remplacement par du personnel de qualification et d'expérience au moins équivalentes.

Les changements sont notifiés par lettre recommandée avec accusé de réception et prennent effet à la date de réception de ladite lettre.

ARTICLE 5 - CONDITIONS FINANCIERES

5.1 Généralités

Les prix figurant au BPU joint en annexe sont réputés établis aux conditions économiques du mois de remise de l'offre, soit XXX 2025.

Dispositions contractuelles du Marché	DG/CEACAD/DSTG/SMA/BPRT	B25-04195-RCT	4000XXXX	7/19
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de Marché	

Le montant **plafond** du présent accord-cadre est fixé à la somme de 100 000 € HT.

Ce montant plafond ne saurait constituer le moindre engagement de la part du CEA.

Les prix unitaires applicables au présent marché seront fermes pour la première année d'exécution et pourront être révisés les années suivantes conformément aux dispositions de l'article 7.

5.2 Majoration des prix

Le prix unitaire figurant dans le BPU est majoré dans le cas suivant :

- Travaux de nuit,

Ce prix unitaire majoré sera calculé selon le taux de majoration figurant au bordereau de prix en Annexe 2 du présent accord-cadre.

ARTICLE 6 - CONDITIONS DE FACTURATION ET DE PAIEMENT

6.1 Conditions de facturation

Chaque OS fera l'objet d'une facturation correspond à 100% du montant total hors taxes des prestations effectivement réalisées au titre de ce dernier.

6.2 Modalités de facturation

Toutes les factures émises par le Titulaire au titre du présent Marché devront porter la référence de ce dernier et des OS correspondants, le cas échéant.

Toutes les factures dématérialisées via le portail de l'État Chorus Pro par le Titulaire au titre du présent Marché, en plus des mentions légales devront porter :

- **Le numéro de SIRET** du CEA (siège) : 77568501900587
- **Le code service** : FLE-C
- **Le numéro d'engagement** CEA (400XXX).

Pour toutes questions lors du dépôt dans Chorus, vous pouvez vous adresser à : CONTACT_DEMAT@cea.fr

Le CEA en assurera le règlement à trente jours à compter de la date dépôt conforme dans Chorus.

Pour toutes questions concernant le règlement de vos factures, vous pouvez vous adresser à : RELANCES@cea.fr

Afin de pouvoir traiter la demande, il est nécessaire de communiquer au service relance :

- Le nom de l'entreprise
- Ses coordonnées mail et téléphoniques
- Le numéro de marché ou de commande du CEA
- Le numéro de la facture, sa date et son montant.

En cas de Groupement momentané d'entreprises (GME), le mandataire commun est seul habilité à présenter des factures (conformément à l'article 27.2 des CGA).

Le CEA en assurera le règlement à trente jours à compter de la date de réception de la facture par le CEA après exécution.

6.3 Régime fiscal

Chaque terme de paiement sera assorti de la TVA au taux en vigueur au jour du fait générateur.

Dispositions contractuelles du Marché	DG/CEACAD/DSTG/SMA/BPRT	B25-04195-RCT	4000XXXX	8/19
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de Marché	

Le Titulaire du présent accord-cadre s'engage à indiquer sur ses factures s'il est autorisé par l'administration fiscale d'acquitter la TVA d'après les débits.

ARTICLE 7 – REVISION DES PRIX

Les prix unitaires figurant au BPU joint en annexe sont réputés établis aux conditions économiques du mois de remise de l'offre, soit XXX 2025.

Les prix applicables au présent accord-cadre sont fermes pour la première année d'exécution.

A compter de la date de notification du présent marché, les prix seront révisés annuellement par application de la formule suivante :

$$P = Po [0.15 + 0.85 \times (TP01 / TP01o)]$$

Dans cette formule :

- P : prix du bordereau de prix unitaires révisés ;
- Po : prix du bordereau de prix unitaires (travaux et main d'œuvre) fixés à l'accord-cadre aux conditions économiques du mois de remise de l'offre. ;
- TP01o: valeur de l'indice de prix « Index général tous travaux – Base 2010 – Identifiant 001711007 » du mois de remise de l'offre, publié au Bulletin Mensuel de la Statistique de l'INSEE ;
- TP01 : valeur de ce même indice au mois de remise de l'offre.

Dans l'hypothèse où l'indice utilisé serait supprimé, il serait remplacé par un indice équivalent proposé par le CEA.

Le Titulaire proposera au CEA le bordereau de prix unitaires révisés suivant la formule ci-dessus. Le CEA formulera en retour au Titulaire, par courrier, son acceptation du bordereau de prix unitaires révisés

En l'absence de demande du Titulaire, le CEA se réserve la possibilité de l'application et la notification de la révision de prix conformément à la formule de révision supra.

ARTICLE 8 – DUREE – DELAI D'EXECUTION

8.1 Durée de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre est conclu pour une durée de 3 ans à compter de la date de la réunion d'enclenchement (T0).

A titre optionnel, le présent accord-cadre pourra être prolongé d'une année supplémentaire par courrier recommandé avec accusé de réception émanant du Service des Marchés et Achats (SMA) du CEA de Cadarache.

8.2 Délai spécifiques

Les délais relatifs aux prestations seront précisés dans chaque Ordres de Service (OS).

Les prestations relatives aux Ordres de Services notifiés au titre du présent accord, mais non encore achevées à la date d'échéance de celui-ci, sont poursuivies aux conditions définies dans l'(les) OS concerné(s).

Dispositions contractuelles du Marché	DG/CEACAD/DSTG/SMA/BPRT	B25-04195-RCT	4000XXXX	9/19
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de Marché	

ARTICLE 9 - PENALITES

En cas de non-respect des délais définis à l'Article 8.2 supra du fait du Titulaire, il sera fait application de l'article 24 des CGA, complété par les dispositions ci-après.

Le montant total des pénalités de retard est plafonné à 10% du montant de chaque OS.

Les pénalités sont applicables de plein droit et, sans mise en demeure préalable ni autres formalités juridiques ou judiciaires. Elles sont directement facturées par le CEA.

Les pénalités appliquées au Titulaire n'ont pas un caractère libératoire. Leur application ne dispense pas le CEA de la possibilité de prétendre à une quelconque réparation de la part du Titulaire dans l'éventualité d'un préjudice causé au CEA.

N°	Ecarts donnant lieu à l'application de pénalités	Valeur de la pénalités en € HT
P01	Non fourniture documentaire En cas de retard dans la production des documents permettant le suivi des prestations,	Pénalité par jour de retard constaté =150 €
P02	Absence aux réunions auxquelles le Titulaire est convoqué. <i>NOTA : Tout retard de plus d'une demi-heure est considéré comme une absence, et sera pénalisé comme tel.</i>	Pénalité forfaitaire de 250 €
P03	Retard sur les dates de début de travaux pour les travaux urgents à démarrer sous 24H	Pénalité par jour de retard constaté = 400 €
P04	Retard du Titulaire dans l'exécution des travaux	Pénalité par jour de retard constaté = 200€
P05	Refus de réception par le CEA Les travaux ne sont pas considérés comme réceptionnables du fait : <ul style="list-style-type: none">- Non-conformité des travaux par rapport aux besoins du demandeur,- Réalisation non-conforme aux règles de l'art,- Etat de propreté du chantier non acceptable. Une liste de réserves sera établie par le CEA, une date de levée de réserve sera fixée d'un commun accord avec le Titulaire.	Pénalité forfaitaire de 250 € Au-delà de la date fixée pour les levées de réserves application de la pénalité P04.
P06	Ecarts vis-à-vis des engagements relatifs au respect de l'environnement / <ul style="list-style-type: none">- Pollution,- Gaspillage des ressources naturelles,- Nuisances acoustiques,- Contamination des eaux.	Pénalité forfaitaire de 300 €

Dispositions contractuelles du Marché	DG/CEACAD/DSTG/SMA/BPRT	B25-04195-RCT	4000XXXX	10/19
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de Marché	

ARTICLE 10 – RECEPTION

Chaque intervention donnera lieu à une réception après acceptation de la totalité des prestations attendues et remise de l'ensemble des documents contractuels définis dans le CCTP.

Chaque réception fera l'objet d'un procès-verbal signé contradictoirement par les deux Parties.

ARTICLE 11 – GARANTIE

11.1 Études

Le Titulaire ne pourra pas être tenu pour responsable des erreurs contenues dans les dossiers techniques de base remis par le CEA. Toutefois, le Titulaire s'engage à faire connaître au CEA les erreurs qu'il y détecterait. Il appartient au Titulaire de demander tout éclaircissement qui paraîtrait nécessaire pour pouvoir, en toute connaissance de cause et en toute responsabilité, procéder à ses propres études de détails.

En cas d'erreur imputable au Titulaire dans ses études, le Titulaire s'engage à corriger l'erreur et/ou à reprendre l'étude reconnue défectueuse à ses frais pendant une période d'un an à compter de la réception sans réserve du Marché.

Si le Titulaire ne respecte pas les obligations prévues ci-avant, le CEA se réserve le droit de faire corriger ou exécuter la prestation par un tiers, aux frais et risques du Titulaire, sans que ce dernier puisse opposer la confidentialité de ses résultats ou une limitation quelconque découlant de droits de propriété intellectuelle ou industrielle.

11.2 Travaux

L'ensemble de l'accord-cadre fait l'objet d'une réception, prononcée conformément aux dispositions des articles 30 et 32 des Conditions Générales d'Achat du CEA.

Les délais de garantie, à compter de la réception de la prestation, sont :

- de 1 (un) an pour la garantie de parfait achèvement.
- de 2 (deux) ans pour la garantie de bon fonctionnement, des matériels et équipements.
- de 10 (dix) ans pour la garantie décennale.

L'expiration du délai de garantie de parfait achèvement ou de bon fonctionnement, dans la mesure où les obligations résultant de la garantie auront été remplies, sera constatée par procès-verbal signé par le Titulaire et le CEA.

Cette garantie s'étend à la réparation de tous les désordres signalés par le CEA, soit au moyen de réserves mentionnées au procès-verbal de réception, soit par voie de notification écrite pour ceux révélés postérieurement à la réception dans le délai d'un an courant à compter de la date de réception.

En cas de réserves mentionnées au procès-verbal de réception, le Titulaire dispose d'un délai de trois mois à compter de la réception pour procéder aux travaux permettant leur levée.

Les délais nécessaires à l'exécution des travaux de réparation pour les désordres apparus après la réception sont fixés par le CEA.

En cas d'inexécution dans le délai fixé, les travaux peuvent, après mise en demeure restée infructueuse, être exécutés aux frais et risques du Titulaire défaillant.

Le coût des travaux de levée des réserves peut être prélevé de plein droit par le CEA sur les sommes qu'il reste devoir au Titulaire au titre du Marché.

L'exécution des travaux exigés au titre de la garantie de parfait achèvement est constatée d'un commun accord, ou, à défaut, judiciairement.

Le cas échéant, le Titulaire ne pourra pas être tenu pour responsable des erreurs contenues dans les dossiers techniques de base remis par le CEA. Toutefois, le Titulaire s'engage à faire connaître au CEA les erreurs qu'il y détecterait.

Dispositions contractuelles du Marché	DG/CEACAD/DSTG/SMA/BPRT EMETTEUR	B25-04195-RCT AFFAIRE	4000XXXX Numéro de Marché	11/19
--	-------------------------------------	--------------------------	------------------------------	-------

Si le Titulaire ne respecte pas les obligations ci-dessus, le CEA se réserve le droit de faire corriger ou exécuter la prestation par un tiers, aux frais et risques du Titulaire, sans que ce dernier puisse opposer la confidentialité de ses résultats ou une limitation quelconque découlant de droits de propriété intellectuelle ou industrielle. Sans préjudice des éventuelles garanties légales applicables, le délai de garantie des fournitures est de un an, et le Titulaire reste responsable pendant cette durée de l'ensemble des éléments qu'il a fourni y compris les études préalablement réalisées.

ARTICLE 12 - OBLIGATION GENERALE DE CONSEIL ET D'INFORMATION

Le Titulaire est expressément tenu, au fur et à mesure de l'exécution des prestations qui lui sont dévolues au titre du accord-cadre, au devoir de conseil et d'information, lequel consiste notamment à informer complètement le CEA sur les conséquences des différentes décisions qu'il peut être amené à lui faire prendre, à attirer son attention lorsqu'il décèle des risques de quelque nature que ce soit dans l'exécution du Marché, à lui suggérer les démarches ou solutions utiles au complet accomplissement de sa mission et plus généralement à protéger au mieux les intérêts du CEA.

La mission comprend, en toute hypothèse sans exception ni réserve, dans la limite des tâches qui lui sont confiées au titre de l'accord-cadre, toutes les prestations nécessaires à sa réalisation.

ARTICLE 13 - QUALITE / SECURITE / SURETE / ENVIRONNEMENT

Les prestations, objet du présent marché, sont réalisées suivant les exigences fixées par le CEA pour la sécurité et par les normes en vigueur ISO 9001 et ISO 14001 pour la qualité et l'environnement.

Le Titulaire applique le système d'assurance de la qualité décrit dans son plan d'assurance de la qualité de manière à permettre l'application des dispositions de l'arrêté du 7 Février 2012 fixant les règles générales relatives aux installations nucléaires de base depuis la phase de conception jusqu'au démantèlement.

Le CEA se réserve la possibilité d'effectuer les vérifications concernant le fonctionnement effectif du système. A cette fin, le Titulaire laisse libre accès, dans les horaires normaux, à ses installations et facilite les audits effectués par du personnel CEA ou mandaté par le CEA.

Ces vérifications ne diminuent en rien la responsabilité du Titulaire.

Le Titulaire assistera le CEA dans le cadre des audits et visites de surveillance relatifs à son propre Système de Management.

S'il apparaît que certaines dispositions relatives à la maîtrise de la qualité, à la démarche environnementale ou en matière de sécurité, sont inappliquées, notification en est faite au Titulaire qui présente au CEA, dans les délais requis, les modifications nécessaires.

En cas de carences, le CEA se réserve la possibilité d'interrompre à tout moment, l'exécution du marché. Si le Titulaire se révèle incapable de remédier à ses manquements, le contrat peut être résilié aux torts du Titulaire, sans indemnité.

ARTICLE 14 - CONFLIT D'INTERET

Du fait de son obligation générale d'exécution de bonne foi des obligations nées du présent Marché, le Titulaire s'engage à avertir sans délai le CEA s'il se trouve de par son activité ou ses liens capitalistiques dans une situation de conflits d'intérêts à l'égard du CEA ou de l'un de ses cocontractants intervenant dans le cadre d'un projet ou d'un groupe de contrats.

Le Titulaire s'engage à ce que ses sous-traitants éventuels se conforment aux dispositions de la présente clause relative au conflit d'intérêt et à écarter tout sous-traitant pour lequel ce dernier se trouverait en situation potentielle de conflit d'intérêt.

Toute violation ou inobservation par le Titulaire ou ses sous-traitants des engagements ci-dessus, même dans les cas où elles résulteraient d'une imprudence ou d'une négligence, peut entraîner la résiliation du présent Marché par le CEA à ses torts, sans formalités judiciaires préalables, sans préavis et sans préjudice de toutes demandes de dommages et intérêts.

ARTICLE 15 - CONFIDENTIALITE

Le Titulaire est tenu de respecter le caractère confidentiel des informations dont il a connaissance, même de manière fortuite, à l'occasion de la consultation ou de l'exécution de l'accord-cadre.

Il répond du respect de ce caractère confidentiel par son personnel, ses fournisseurs ou ses sous-traitants.

Ces informations ne peuvent, sans autorisation de la personne responsable de l'accord-cadre, être communiquées à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître.

Dispositions contractuelles du Marché	DG/CEACAD/DSTG/SMA/BPRT	B25-04195-RCT	4000XXXX	12/19
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de Marché	

En outre, toute prise de vue sur le site doit être soumise à autorisation préalable de la personne responsable de l'accord-cadre.

En outre, le Titulaire s'engage au respect des dispositions de l'engagement de confidentialité joint en annexe du présent accord-cadre.

ARTICLE 16 - SOUS TRAITANCE

Toute opération de sous-traitance est soumise à l'accord préalable et écrit du CEA au moyen des formulaires prévus à cet effet et joints en annexes 1 et 2 du règlement de consultation du présent accord-cadre.

Le Titulaire doit reporter dans les contrats avec ses sous-traitants l'ensemble des obligations et des spécifications de la présente commande relatives aux travaux sous-traités.

Les contrats de sous-traitance ne doivent pas faire obstacle à une libre utilisation par le CEA des résultats ou des ouvrages de la présente commande.

La sous-traitance totale est interdite.

ARTICLE 17 – GESTION DES DECHETS

Le Titulaire devra se conformer strictement aux consignes citées aux dispositions du cahier des clauses techniques particulières.

Les filières de gestion des déchets respecteront l'article L541-1 du code de l'environnement dont la hiérarchie des modes de traitement.

ARTICLE 18 – PROTECTION DES INFORMATIONS SENSIBLES NON CLASSIFIEES

Obligation de confidentialité

Les informations et documents relatifs à l'exécution du présent contrat n'ont pas vocation à être publics. Le titulaire s'engage à ne pas divulguer à un tiers, communiquer ou publier en France et à l'étranger sous quelque forme que ce soit, même à titre de référence et de notoriété, sans l'autorisation écrite du CEA, aucune information dont il a connaissance au cours de l'exécution dudit contrat en dehors des communications strictement nécessaires à son exécution.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants de cette obligation de confidentialité et veiller à son application par ces derniers.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations et documents déjà accessibles au public au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au marché.

Gestion des informations du CEA

L'exécution du présent contrat peut conduire le Titulaire à avoir connaissance d'informations qui, sans être couvertes par le secret de défense¹, relèvent au CEA de la Diffusion Ordinaire (DO) ou qui sont protégées par la mention Diffusion Restreinte (DR).

➤ DIFFUSION ORDINAIRE

Les systèmes d'information traitant des informations de niveau Diffusion Ordinaire doivent respecter les mesures recommandées par l'ANSSI dans son Guide d'Hygiène Informatique et dans l'instruction interministérielle relative à la protection des systèmes d'informations sensibles n° 901/SGDSN/ANSSI lorsqu'elles sont identifiées comme sensibles.

Dispositions contractuelles du Marché	DG/CEACAD/DSTG/SMA/BPRT	B25-04195-RCT	4000XXXX	13/19
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de Marché	

➤ DIFFUSION RESTREINTE

Les informations et supports de niveau Diffusion Restreinte doivent faire l'objet des mesures de protection indiquées dans :

- l'arrêté du 9 Août 2021 portant approbation de l'instruction générale interministérielle n°1300 sur la protection du secret de la défense nationale,
- l'instruction interministérielle relative à la protection des systèmes d'informations sensibles n° 901/SGDSN/ANSSI.

Les échanges d'informations sensibles ou de niveau DIFFUSION RESTREINTE au format électronique doivent impérativement faire l'objet d'un chiffrement par un outil qualifié par l'Agence Nationale de Sécurité des Systèmes d'Information (ANSSI) et d'un engagement de l'utilisateur quant au respect des règles de sécurité informatique.

En application, le CEA a fait le choix de ZoneCentral/Zed de la société PRIM'X Technologies.

Pour la sécurisation des transmissions électroniques avec le CEA, le titulaire peut faire l'acquisition, auprès de la société PRIM'X Technologies, d'une licence ZoneCentral ou télécharger le gratuiciel.

➤ Maîtrise des échanges et supports autorisés

Ces règles s'appliquent à tous les acteurs du marché, CEA, titulaire, co-traitant et sous-traitant.

	DIFFUSION RESTREINTE	DIFFUSION ORDINAIRE
Messagerie électronique	Conteneur chiffré*	Conteneur chiffré* peut être demandé quand la sensibilité le nécessite.
Plateformes web collaboratives CEA		
Zone de partage FTP fournie par le CEA		
En attachement visioconférence CEA	Sous réserve que l'usage du service soit autorisé par l'ANSSI : Conteneur chiffré*	
Plateformes d'échange Internet « Cloud » (Dropbox, WeTransfer, Google Drive, etc.)		
En attachement à un service externalisé de visioconférence (WebEx, etc.)		
Supports amovibles USB	Conteneur chiffré*. Les supports doivent être dédiés, marqués et enregistrés.	Conteneur chiffré* peut être demandé. Les supports doivent être dédiés. Acheminement conforme aux règles d'acheminement des courriers DR.
DVDrom ou CDrom	Acheminement conforme aux règles d'acheminement des courriers DR.	Acheminement conforme aux règles d'acheminement des courriers DO.
Connexion sur un réseau CEA d'un équipement appartenant au Titulaire	INTERDIT sauf si l'équipement est dédié, identifié, autorisé par l'ANSSI et conforme à la PSSI du CEA.	

(*) Accès par mot de passe

Système d'information

Dans le cas où des informations du CEA doivent être traitées sur le système d'information du Titulaire, celui-ci doit être protégé par un antivirus efficace mis à jour régulièrement et l'accès aux informations restreint aux seules personnes ayant à les consulter et à les traiter, via un compte nominatif et un mot de passe robuste. Les clés USB et autres supports éventuels de sauvegarde ou de transfert doivent être identifiés et dédiés au marché.

Engagement de confidentialité

Certaines prestations peuvent nécessiter la signature préalable d'un engagement de confidentialité par les salariés du titulaire. Le cas échéant, le CEA indiquera au Titulaire les prestations concernées par cette mesure.

Restitution des informations et supports

A l'achèvement du contrat, sauf clause contractuelle explicite, le Titulaire s'engage à restituer au CEA, dans un délai convenu, la totalité des documents et supports transmis par le CEA ou émis au titre du présent contrat. Il s'engage également à détruire ces mêmes documents et fichiers numériques sur son système d'information ainsi que sur tout support de sauvegarde.

Dispositions contractuelles du Marché	DG/CEACAD/DSTG/SMA/BPRT	B25-04195-RCT	4000XXXX	14/19
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de Marché	

ARTICLE 19 - JURIDICTION COMPETENTE

Tout différend pouvant survenir entre le Titulaire et le CEA, relatif au présent accord-cadre, est de la compétence exclusive du Tribunal Administratif de Marseille.



Fait en deux exemplaires originaux :

Pour le CEA :	Signature : Date :
Pour le Titulaire :	Signature : Date :

ANNEXE 1 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE QUANT A SON PERSONNEL

En complément des dispositions prévues aux Conditions Générales d'Achat (CGA), et/ou du Règlement intérieur (Titre III) précités à l'article 2 « documents applicables », le Titulaire est responsable de l'application à son personnel affecté à l'exécution des prestations objet du présent Marché :

- de l'ensemble de la législation et réglementation sociales (hygiène et sécurité, radioprotection, dosimétrie, travail dissimulé...), notamment, du code du travail et du code de la santé publique,
- des instructions générales de sécurité applicables aux entreprises extérieures travaillant sur le site,
- des instructions particulières aux installations où sont exécutées les prestations.

A ce titre, le Titulaire est notamment tenu de respecter et de faire respecter par son personnel :

1. La législation et la réglementation relatives à l'hygiène et la sécurité du travail issues du code du travail :

et notamment :

- les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure (articles R. 4511-1 et suivants du code du travail) ;
- les prescriptions particulières de sécurité et de protection de la santé des personnes qui interviennent sur les chantiers de bâtiment et de génie civil (articles L.4531-1 et suivants et R.4532-2 et suivants du code du travail) ;
- l'interdiction de faire appel aux salariés sous contrat de travail à durée déterminée ou aux salariés des entreprises de travail temporaire pour la réalisation de travaux à risques particuliers.

Au titre de ces dispositions, le Titulaire veillera, notamment, à définir une organisation en matière de sécurité et désignera un correspondant sécurité qui sera l'interlocuteur de l'Ingénieur Sécurité de l'Installation du CEA.

2. La législation et la réglementation relatives à la radioprotection dont :

Les dispositions du code de la santé publique ainsi que les dispositions relatives, notamment, à la protection des travailleurs contre les dangers des rayonnements ionisants et leurs modalités pratiques d'application par :

- la surveillance médicale des personnels et la tenue et la mise à jour des documents prévus par la réglementation ;
- la formation aux risques radiologiques répondant aux exigences du décret n° 2003-296 : formation CEFRI option centre de recherches ou équivalent (programme, durée de formation...) ;
- le classement du personnel dans la catégorie requise ;
- l'assistance de l'unité chargée d'assurer la protection contre les rayonnements. En particulier, le Titulaire communique au Service de Protection contre les Rayonnements (SPR, pour tout nouvel arrivant devant intervenir en zone surveillée ou contrôlée, les doses efficaces et résultats nominatifs de dosimétrie opérationnelle sur une période de 12 mois glissants ;
- la mise en œuvre des obligations particulières en matière de dosimétrie et d'utilisation d'appareils et d'équipements de protection individuelle,
- la certification répondant aux exigences de l'arrêté du 27 novembre 2013 relatif aux entreprises intervenant au sein d'établissements exerçant des activités nucléaires et des entreprises de travail temporaire concernées par ces activités,
- le respect des règles générales de radioprotection en vigueur sur le Centre de Cadarache ainsi que les prescriptions de radioprotection décrites dans les Dossiers d'Intervention en Milieu Radioactif (DIMR) et dans les documents des installations relatifs aux travaux à réaliser.

Le Titulaire est tenu de fournir à son personnel des appareils, équipements de protection individuelle et instruments de mesure de l'exposition individuelle (notamment : masques de protection des voies respiratoires, tenues de protection, dosimètres) et de procéder à leur entretien et à leur contrôle annuel.

Les EPVR (Equipements de Protection des Voies Respiratoires) fournis par le Titulaire à ses salariés devront répondre aux exigences des normes NF EN136 et EN14387.

Dispositions contractuelles du Marché	DG/CEACAD/DSTG/SMA/BPRT	B25-04195-RCT	4000XXXX	16/19
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de Marché	

Le Titulaire devra s'assurer de l'adéquation des EPVR aux risques mentionnés au plan de prévention établi entre les parties.

Ces EPVR devront être équipés d'une cartouche filtrante neuve adaptée aux risques présents sur l'(les) installation (s) conformément au Plan de Prévention. Les EPVR ne pourront sortir du périmètre des installations du centre de Cadarache qu'après contrôle tracé du Service de Protection contre les Rayonnements ionisants. Toutes les cartouches filtrantes ne pourront en aucun cas sortir des installations du Centre de Cadarache. Toutes cartouches utilisées (opercule ouvert) devront être mises dans la filière des déchets nucléaires (à minima TFA) sur l'installation où elles auront été utilisées.

Les consignes particulières prises sur le Centre de Cadarache en application du décret n°2003-296 (codifié aux articles R.4451-1 et suivants du code du travail) autorisant le chef d'établissement à adopter des mesures en matière de radioprotection, prévoient, notamment, des plafonds en matière d'exposition individuelle aux rayonnements ionisants, l'utilisation du système CARD pour le suivi de la dosimétrie opérationnelle du personnel affecté à des travaux sous rayonnements ou intervenant en zone contrôlée, l'utilisation si nécessaire d'EPVR filtrants (Equipements de Protection des Voies Respiratoires), un référentiel des durées d'intervention en tenue de protection et des recommandations pour l'évaluation de la situation de travail.

En particulier, aux termes de ces consignes :

- la somme des doses efficaces reçues par exposition externe et interne par un travailleur intervenant en zone surveillée ou réglementée ne doit pas dépasser 15 mSv sur douze mois consécutifs ;
- les appareils, équipements de protection et instruments de mesure du Titulaire doivent respecter, en particulier, les conditions suivantes :
 - o les dosimètres doivent être compatibles avec le système de suivi de la dosimétrie opérationnelle CARD utilisé par le CEA ;
 - o les EPVR filtrants doivent être certifiés CE et avoir été vérifiés selon une méthode normalisée ou validée par le CEA dans l'année qui précède leur utilisation dans les installations du CEA. Une copie des certificats de contrôle devra être remise au CEA ;
 - o la durée maximale de port des tenues avec ou sans adduction d'air doit respecter le référentiel établi par le CEA figurant dans le cahier des charges du présent Marché ou doit être validé par le Service de Santé au Travail du Centre de Cadarache en concertation avec le service de médecine du travail du Titulaire dans le cadre d'une convention signée entre eux.

Le CEA procède directement à la transmission des résultats nominatifs de dosimétrie opérationnelle issus du système CARD par informatique vers la base SISERI de l'IRSN. Le CEA met par ailleurs les résultats de la dosimétrie opérationnelle à la disposition de la Personne Compétente en Radioprotection (PCR) du Titulaire, au travers d'un accès à la borne informatisée de consultation de la base CARD2. Cette disposition permet à la PCR d'assurer le suivi de la dosimétrie opérationnelle des intervenants pour le compte de son entreprise et d'assurer la communication des résultats, sous leur forme nominative, au travailleur concerné, au médecin désigné à cet effet par celui-ci, au médecin du travail dont il relève, et au chef d'établissement, ainsi que les communications prévues par le décret n° 2003-296.

3. Respect par le Titulaire du Marché de la réglementation fiscale et sociale.

Le Titulaire s'engage à remettre :

- Lors de la conclusion du présent Marché et tous les six mois à compter de sa signature, jusqu'à la fin de l'exécution, les documents exigés à l'article D.8222-5 (s'il est établi en France) ou à l'article D.8222-7 (s'il est établi à l'étranger) du code du travail et, le cas échéant, la liste nominative des salariés étrangers qui seraient susceptibles d'être employés (articles D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail) ;
- Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique).

En outre, conformément aux dispositions de l'article R.1263-12 du code du travail, si le Titulaire est établi à l'étranger et qu'il détache un ou plusieurs salariés en France, il doit fournir, avant le début du détachement, les documents suivants au CEA :

- Une copie de la déclaration de détachement effectuée sur le téléservice « SIPSI » du Ministère chargé du travail ;
- Une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du code du travail.

Dispositions contractuelles du Marché	DG/CEACAD/DSTG/SMA/BPRT	B25-04195-RCT	4000XXXX	17/19
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de Marché	

Le Titulaire doit s'assurer, lors de la conclusion du Marché et tout au long de son exécution, que ses fournisseurs et sous-traitants se conforment également à ces dispositions.

Le Titulaire encourt des pénalités s'il ne les respecte pas (cf. article 21.1 des Conditions Générales d'Achat du CEA).

4. Les habilitations – les certifications

Le Titulaire s'engage à fournir au CEA, préalablement à l'exécution du présent Marché, les certificats et les habilitations requis pour tous les personnels amenés à intervenir sur le Centre de Cadarache (travaux d'ordre électrique, conduite des appareils de levage et des engins de manutention, intervention en zone réglementée etc.) et à signaler toute modification des documents intervenant en cours d'année. Le CEA décline toute responsabilité à l'occasion de dommages causés par les salariés du Titulaire dépourvus d'habilitation.

5. Les modalités d'accès au Centre

5.1 La procédure CEA

L'accueil des personnels du Titulaire s'effectuera conformément aux dispositions des procédures d'accès au centre CEA listées ci-après :

- Procédure « demande d'accès au centre CEA de Cadarache » référence DEN/CAD/DIR/PR/019,
- Procédure « demande d'accès autre que visiteur » référence DEN/CAD/DIR/PR/020.

A cette fin et avant le début d'exécution de la prestation objet du présent Marché, le Titulaire se rapprochera de son correspondant technique contractuel (Unité donneur d'ordre) et lui délivrera toutes les informations lui permettant d'effectuer les démarches nécessaires pour l'accès des personnels du Titulaire.

Les demandes d'accès obéissent à des régimes différents suivant la durée de la présence sur le Centre de Cadarache telle que prévue au Marché :

La demande d'accès est réalisée par l'Unité donneur d'ordre, avec un délai d'anticipation entre la saisie dans l'application informatique HORUS et l'entrée sur le centre des personnels du Titulaire de :

- personnel UE : 7 jours incompressibles,
- personnel non UE : 20 jours ouvrés (délai réduit à 3 jours si le personnel est accompagné d'un agent CEA en permanence et sous réserve de l'obtention d'une dérogation de l'Officier de Sécurité du centre).

Présence de longue durée (supérieure ou égale à 32 jours sur le centre) :

La demande d'accès est réalisée par l'Unité donneur d'ordre qui dépose auprès du service accueil du CEA (bâtiment 105) une demande de Laissez-Passer Entreprise (LPE), dûment remplie et signée par le Titulaire avec toutes les pièces justificatives requises, suivant le formulaire adapté décrit dans la Procédure CEA précitée.

Dans le cas d'une première demande d'accès sur le Centre de Cadarache, cette demande de LPE devra être déposée auprès du service accueil du CEA (bâtiment 105) **deux (2) mois avant le début d'exécution de la prestation.**

Dans le cas où l'Unité donneur d'ordre doit faire travailler le Titulaire avant ce délai de 2 mois, elle devra, après le dépôt du dossier, initier également une demande d'accès pour une présence de courte durée.

Dans le cas d'un renouvellement d'accès, cette demande de LPE devra être déposée auprès du service accueil du CEA (bâtiment 105) **quinze (15) jours avant le début d'exécution de la prestation.**

5.2 Les jours de fermeture du Centre de Cadarache

Le Centre de Cadarache sera fermé aux dates suivantes, pour l'année 2025 : vendredi 2 mai, vendredi 9 mai, du lundi 11 août au vendredi 15 août, et du mercredi 24 décembre au mercredi 31 décembre.

Pour les années suivantes, les jours de fermeture pourront être communiqués au Titulaire sur simple demande auprès de l'interlocuteur commercial CEA.

6. La sous-traitance

Les dispositions de la présente annexe s'appliquent également aux sous-traitants du Titulaire, proposés en début de Marché ou en cours d'exécution.

Dispositions contractuelles du Marché	DG/CEACAD/DSTG/SMA/BPRT	B25-04195-RCT	4000XXXX	18/19
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de Marché	

ANNEXE 2 –BORDERAU DES PRIX UNITAIRES

Dispositions contractuelles du Marché	DG/CEACAD/DSTG/SMA/BPRT	B25-04195-RCT	xxxxxx	19/19
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de Marché	